



Assembleia Nacional
Popular



LETTRE D'ACCORD STANDARD
ENTRE
LE PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT
ET
L'ASSEMBLÉE NATIONALE POPULAIRE
CONCERNANT LA RÉALISATION DE
“Projecto de Apoio para a Criação de um Serviço de Peritos Legislativos ao Serviço das
Comissões Especializadas da ANP”
LORSQUE LE PNUD FAIT FONCTION D'ENTITÉ DE RÉALISATION

Monsieur le Président de L'Assemblée Nationale Populaire,

1. J'ai l'honneur de me référer aux consultations qui ont eu lieu entre les représentants du Programme des Nations Unies pour le développement (ci-après dénommé « le PNUD ») au Guinée-Bissau les représentants de l'Assemblée Nationale Populaire en ce qui concerne la fourniture de services par ce dernier/cette dernière en vue de la réalisation du projet 00071826 “Fortalecimento do Estado de Direito e Segurança (FORTES)”, ainsi qu'elle est énoncé à l'appendice 1 : Document de projet FORTES, pour lequel le PNUD a été choisi comme partenaire de réalisation.
2. Conformément au Document de projet et aux conditions énoncées ci-après, nous confirmons notre accord pour la mise en œuvre par l'Assemblée Nationale Populaire aux fins de la réalisation du projet, des activités ainsi qu'elle est énoncé à l'appendice 2 : Description des activités (ci-après dénommé les « Activités »). D'étroites consultations auront lieu entre l'Assemblée Nationale Populaire et le PNUD sur tous les aspects desdites Activités.
3. L'Assemblée Nationale Populaire endosse l'entière responsabilité de la mise en œuvre de toutes les Activités, avec la diligence et l'efficacité requises et conformément à ses Règlement financier et Règles de gestion financière.
4. Dans la mise en œuvre des Activités prévues en vertu de la présente Lettre d'accord, le personnel et les sous-traitants de l'Assemblée Nationale Populaire ne doivent à aucun égard être considérés comme des salariés ou des agents du PNUD. Le PNUD décline toute responsabilité concernant les réclamations fondées sur des actes ou des omissions de l'Assemblée Nationale Populaire de son personnel, ou de ses prestataires ou du personnel desdits prestataires, résultant de l'accomplissement des Activités, ou concernant toute plainte en cas de décès, dommages corporels, invalidité, dégâts matériels ou d'autres risques encourus par l'Assemblée Nationale Populaire et son personnel dans le cadre du travail accompli pour le projet.

eloz

B

5. Les sous-traitants, y compris les ONG sous contrat avec l'Assemblée Nationale Populaire, travaillent sous la supervision du représentant désigné par l'Assemblée Nationale Populaire. Ces sous-traitants doivent rendre compte à l'Assemblée Nationale Populaire de la façon dont ils s'acquittent des fonctions qui leur ont été attribuées.

6. À la signature de la présente Lettre d'accord, le PNUD effectuera les paiements à l'Assemblée Nationale Populaire en respectant le calendrier des paiements figurant à l'appendice 3 : Échéancier des services, facilités et paiements.

7. L'Assemblée Nationale Populaire ne doit prendre aucun engagement financier et n'engager aucune dépense qui résulterait en un dépassement du budget pour la mise en œuvre des Activités, tel qu'elle est énoncé dans l'appendice 3. L'Assemblée Nationale Populaire doit consulter périodiquement le PNUD sur l'état et l'emploi des fonds et informer promptement le PNUD chaque fois qu'elle aura connaissance d'une insuffisance du budget pour les Activités risquant de compromettre la pleine réalisation du projet, conformément à l'appendice 2. Le PNUD n'est en aucun cas tenu d'allouer des fonds à l'Assemblée Nationale Populaire ni de rembourser les frais par elle engagés en sus du budget total tel qu'il figure dans l'appendice 3.

8. L'Assemblée Nationale Populaire doit soumettre un rapport financier cumulatif pour chaque trimestre (aux 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre). Ce rapport sera soumis au PNUD par l'intermédiaire du Directeur de pays du PNUD ou du Représentant résidant du PNUD dans les 30 jours à compter de ces dates. Il sera présenté conformément au format standard pour les rapports des dépenses du PNUD [dont un modèle est fourni par l'appendice 4]. Le PNUD inclura le rapport financier de l'Assemblée Nationale Populaire dans le rapport financier du projet 00071826 "Fortalecimento do Estado de Direito e Segurança (FORTES)".

9. L'Assemblée Nationale Populaire doit présenter les rapports intermédiaires d'activité relatifs aux Activités qui pourront raisonnablement être demandés par le chef de projet dans l'exercice de ses fonctions.

10. L'Assemblée Nationale Populaire doit remettre un rapport final dans les 12 mois suivant l'achèvement ou la cessation des Activités. Ce rapport comprendra la liste du matériel durable acquis par l'Assemblée Nationale Populaire et tous les états financiers audités ou certifiés et les pièces justificatives et registres y afférents concernant les Activités, conformément à ses Règlement financier et Règles de gestion financière.

11. Il sera disposé de l'équipement et des fournitures que le PNUD aura procurés ou financés selon les modalités convenues par écrit à cet égard entre le PNUD et l'Assemblée Nationale Populaire.

12. Toute modification apportée au Document de projet qui est susceptible d'affecter le travail effectué par l'Assemblée Nationale Populaire conformément aux dispositions de l'appendice 2 ne doit être recommandée qu'après consultation entre les parties.

13. Les Parties doivent veiller à ce que toutes les questions qui ne sont pas expressément couvertes par la présente Lettre d'accord soient tranchées conformément aux dispositions

appropriées du Document de projet et de ses révisions et conformément aux dispositions applicables des Règlement financier et Règles de gestion financière de l'Assemblée Nationale Populaire et du PNUD.

14. Les modalités décrites dans la présente Lettre d'accord demeureront applicables jusqu'à la fin du projet ou jusqu'à l'achèvement des Activités de l'Assemblée Nationale Populaire conformément aux dispositions de l'appendice 2, ou jusqu'à la résiliation de la présente Lettre d'accord effectuée par écrit (avec 30 jours de préavis) par l'une ou l'autre des parties. Le calendrier des paiements figurant à l'appendice 3 continue de s'appliquer tant que l'Assemblée Nationale Populaire continue de s'acquitter de ses obligations, sauf notification contraire donnée par écrit à celui-ci/celle-ci par le PNUD.

15. Tout solde de fonds non déboursés et non engagés après la fin des Activités doit être restitué au PNUD dans les 90 jours.

16. Tout amendement à la présente Lettre d'accord doit être établi par écrit, avec le consentement mutuel des parties.

17. Toute correspondance ultérieure concernant la présente Lettre d'accord, autres que les lettres d'accord signées et amendements y afférents, doit être adressée à

Monsieur Gana Fofang,
Représentant Résident PNUD
Rua Rui Djassi, Batiment des Nations Unies, 5eme Étage

18. L'Assemblée Nationale Populaire doit informer le Représentant résidant du PNUD de toutes les actions qu'il entreprend dans le cadre de l'exécution des dispositions de la présente Lettre.

19. Le PNUD peut suspendre intégralement ou partiellement l'application du présent accord, moyennant un préavis écrit, dans le cas où des circonstances nouvelles mettraient en péril la bonne réalisation des Activités.

20. Tout différent entre le PNUD et l'Assemblée Nationale Populaire découlant de la présente Lettre d'accord ou ayant trait à celle-ci qui ne pourrait être réglé par la négociation ou par tout autre mode de règlement sera soumis, à la demande de l'une ou l'autre partie, un tribunal d'arbitrage composé de trois membres. Chaque parti désignera un arbitre, et les deux arbitres ainsi désignés nommeront un troisième arbitre qui présidera le tribunal. Si, quinze jours après la désignation des deux premiers arbitres, le troisième arbitre n'est pas nommé, l'une ou l'autre partie pourra demander au Président de la Cour internationale de justice de nommer le troisième arbitre. Le tribunal établira son règlement intérieur, deux arbitres constituant le quorum à toutes fins, et les décisions seront prises sur accord de deux arbitres. Les dépenses afférentes au tribunal, évaluées par ce dernier, seront à la charge des deux parties. La sentence arbitrale sera motivée et sans appel et aura force exécutoire pour les deux parties.

clt

21. Si les dispositions qui précèdent recueillent votre agrément, je vous saurais gré de bien vouloir signer et renvoyer deux exemplaires de la présente Lettre à notre bureau. Votre acceptation constituera la base de la participation de l'Assemblée Nationale Populaire la réalisation du projet.

Veillez agréer, Votre Excellence, l'assurance de ma haute considération.

Signature au nom du PNUD



Madame Lalao Ramanarivo Raharisoa
Représentant Résident adjoint



Date : 25/10 /2011

Signature au nom de l'Assemblée Nationale Populaire



Monsieur Raimundo Pereira
Président de l'Assemblée Nationale Populaire

Date : 25/10 /2011



Assembleia Nacional
Popular



Appendice 1

DOCUMENT DE PROJET

elton

Appendice 2

DESCRIPTION DES SERVICES

Numéro du projet : 000071826

Titre du projet : “Fortalecimento do Estado de Direito e Segurança (FORTES)”

Résultats devant être obtenus par L'Assemblée Nationale Populaire

Uma das principais funções da ANP, conforme descrito na Constituição, é o seu papel legislativo. O artigo 76 da CRGB declara que a Assembleia Nacional é o órgão legislativo supremo e de fiscalização política. Não obstante, na prática os deputados e as comissões têm a falta de apoio necessário para a tomada de deliberações legislativas eficazes. Os procedimentos legislativos não são respeitados e os deputados raramente têm o tempo adequado para rever e influenciar o conteúdo das leis antes da sua adopção. Há uma indisponibilidade de staff não partidário para assistir os deputados neste papel e a iliteracia funcional impede muitas vezes que os mesmos estejam habilitados para participar devidamente no processo legislativo.

Em 2007, após uma análise da capacidade da ANP e a implementação de um projecto de reforço de capacidades em diversas áreas pelo NDI, ficou demonstrado que, com alguma formação e assistência técnica (NDI forneceu estagiários em áreas diferentes) as Comissões podem aumentar significativamente a sua produtividade e eficiência.

Cabe às Comissões Especializadas Permanentes, nos termos do artigo 72º do Regimento da ANP, prestar todo o tipo de apoio técnico e parecer sobre todas as questões submetidas pelos deputados, Mesa ou Plenário da ANP, incluindo as questões relevantes para o controle dos actos do governo e apreciação de leis e cumprimento das mesmas. Estas Comissões não têm apoio técnico permanente socorrendo-se, quando disponível do apoio do Gabinete de Assessoria Técnica (GAT). O GAT tem um papel fulcral a desempenhar ao nível da análise e escrutínio legislativo. Dispõe de 3 advogados que são staff permanente da ANP sob a supervisão directa do Presidente do Parlamento para assistir o seu gabinete em análise e pareceres jurídicos. Naturalmente, este número de profissionais é claramente insuficiente para prestar apoio aos órgãos relevantes da ANP em procedimento legislativo.

Por motivos de eficácia, o apoio do PNUD à ANP irá concentrar-se em fornecer formação e subsequente assessoria técnica e formação no trabalho a Comissões identificadas, com o objectivo de que estas possam depois estar em condições de multiplicar os efeitos do projecto para que todas as entidades relevantes possam beneficiar da transmissão do reforço de capacidade.

No âmbito deste projecto o PNUD compromete-se a reforçar a capacidade da ANP na área de procedimento e análise legislativa em cumprimento do Objectivo N.2 do Plano de Desenvolvimento Estratégico da ANP 2010-2015 com os seguintes resultados esperados:

1. Acção de Formação de Formadores em Procedimento e Análise Legislativa, com a duração de 30 dias (6 semanas) implementada

2. Manual Legislativo desenvolvido de forma participativa durante o curso de formação e adoptado pela ANP
3. Serviço de Peritos Legislativos a funcionar e a prestar assessoria e formação em análise, debate e revisão de leis, às Comissões Especializadas da ANP e deputados. As comissões prioritizadas como beneficiárias desta acção são – Assuntos Jurídicos, Constitucionais, direitos do Homem e Administração Pública; Administração Interna, Poder Local e Defesa Nacional; Comissão Especializada Permanente da Mulher e Da Criança. Será também privilegiado o apoio a prestar aos órgãos específicos no seio do Parlamento com a missão de promover a igualdade de género, a saber, REMAMP (Rede de Mulheres Africanas Ministras e Deputadas do Parlamento da Guiné-Bissau); a Rede de Mulheres Parlamentares da CPLP.
4. Mecanismo de cooperação e comunicação com o governo para a proposição de leis melhorado e institucionalizado e mecanismo de divulgação de propostas e recepção de sugestões e comentários da sociedade civil em funcionamento

Travail devant être accompli par L'Assemblée Nationale Populaire

1. Recrutamento dos funcionários para o Serviço de Peritos Legislativos para as Comissões
2. Realização de uma actividade de formação, dirigida aos candidatos para para o Serviço de Peritos Legislativos para as Comissões seguida de avaliação e seleção
3. Instalação e funcionamento eficaz do Serviço de Peritos Legislativos para as Comissões (indicadas no projecto) através do quadro de pessoal previsto

Description des contributions :

As actividades propostas, desempenhadas pela ANP, para estabelecer o "Serviço de Peritos Legislativos para as Comissões» serão as seguintes:

A. Formação de Formadores em Procedimento e Análise Legislativa Implementada

1. Seleção (poderá ser por concurso interno ou indicação fundamentada da ANP nos termos do art . 70 nº 2 do Regimento da Assembleia Nacional Popular) do Coordenador Formador Nacional (contratado por 9 meses) com as funções nos Termos de Referencia anexos

Abt

JP

2. Indicação de 4 candidatos internos (indicados pela ANP) e lançamento de concurso para 6 candidatos externos que irão concorrer (os externos) à formação que dará acesso aos 4 postos de perito legislativo das comissões da ANP (Termos de Referencia anexos)
3. Organização e implementação da formação de 30 dias (6) semanas para dez (10) candidatos a perito legislativo
4. Aquisição de material para a formação dos candidatos, elaboração e publicação do manual de formação
5. Pagamento dos *per diem*, durante seis (6) semanas para dez (10) formandos (4 internos e 6 externos)
6. Avaliação final dos formandos e Recrutamento de quatro (4) Peritos Legislativos

B. Estabelecer Serviço de Peritos Legislativos de Apoio às Comissões especializadas e Deputados na ANP

- I) Pagamento de salario dos quatro (4) Peritos Legislativos contratados para prestar assessoria e formação às comissões especializadas da ANP durante seis (6) meses
- II) Funcionamento eficaz do Serviço de Peritos Legislativos, com pelo menos 4 acções de formação implementadas ao longo dos 6 meses além da assessoria técnica permanente no trabalho, e procedimentos para mecanismos de cooperação com o governo e sociedade civil adoptados e em uso.
- III) Sistema de registo de trabalho desempenhado pelo Serviço de Peritos ao nível do procedimento legislativo instituído
- IV) Projecto Reforço da Capacidade Legislativa da ANP avaliado

Annexes:

1. Termo de Referência para o Formador e Coordenador Nacional do Serviço de Peritos Legislativos da ANP
2. Termo de Referência para Perito Legislativo para a ANP



REPÚBLICA DA GUINÉ – BISSAU

ASSEMBLEIA NACIONAL POPULAR

- **Descrição da Função**

Formador e Coordenador Nacional do Serviço de Peritos Legislativos da ANP

Duração do contrato com ANP – 9 meses com possibilidade de extensão

Início de Funções – Outubro de 2011

1. Introdução

Uma das principais funções da ANP, conforme descrito na Constituição, é o seu papel legislativo. O artigo 76 da CRGB declara que a Assembleia Nacional é o órgão legislativo supremo e de fiscalização política. De facto, os poderes da ANP conferidos pela Constituição, pela Lei e Regimento dão amplos poderes à ANP para legislar e propor alterações à legislação. Não obstante, na prática os deputados e as comissões têm a falta de apoio necessário para a tomada de deliberações legislativas eficazes. A ausência de sistemas de pesquisa e informação na ANP e o uso inadequado do sistema das comissões faz com que o processo legislativo não seja eficazmente utilizado. É reconhecida a importância dos deputados na análise e iniciativa legislativa. Não obstante, cabe às Comissões Especializadas Permanentes, nos termos do artigo 72º do Regimento da ANP, prestar todo o tipo de apoio técnico e parecer sobre todas as questões submetidas pelos deputados, Mesa ou Plenário da ANP, incluindo as questões relevantes para o controle dos actos do governo e apreciação de leis e cumprimento das mesmas. Estas Comissões não têm apoio técnico permanente socorrendo-se, quando disponível do apoio do Gabinete de Assessoria Técnica (GAT). O GAT tem um papel fulcral a desempenhar ao nível da análise e escrutínio legislativo mas infelizmente não dispõe de um número de profissionais suficiente para prestar apoio aos órgãos relevantes da ANP em procedimento legislativo.

2. Objetivo do Trabalho

Dar formação de formadores em processo e análise legislativa, gerir, coordenar e assegurar a implementação de todas as actividades atribuídas ao Serviço de Peritos Legislativos da ANP (SPLA). O Formador Coordenador Legislativo será o principal responsável pela boa execução do projecto acordado entre o PNUD e a ANP, cujas ações se irão concentrar principalmente em 3 Comissões Especializadas: Comissões de Assuntos Jurídicos, Constitucionais, direitos do Homem e Administração Pública; Administração Interna, Poder Local e Defesa Nacional; Comissão Especializada Permanente da Mulher e Da Criança. Será também privilegiado o apoio a prestar aos órgãos específicos no seio do Parlamento com a missão de promover a igualdade de género, a saber, REMAMP (Rede de Mulheres Africanas Ministras e Deputadas do Parlamento da Guiné-Bissau); a Rede de Mulheres Parlamentares da CPLP.

3. Principais atribuições e responsabilidades

Para atingir os objetivos do trabalho, entre outras, o Formador Coordenador do Serviço exerce as seguintes atribuições, sob a supervisão directa do GAT ou da Direção Legislativa e em colaboração com o Programa FORTES do PNUD:

- Organizar, em colaboração com o consultor internacional, o processo de concurso interno e externo e a seleção dos candidatos externos a peritos legislativos nacionais
- Prestar assistência ao consultor internacional para a elaboração do plano de formação, módulos e sumários de formação bem como a implementação do curso intensivo em procedimento legislativo para a ANP
- Dar todas as ações de formação necessárias para o bom andamento do Curso de Formação de Formadores em Processo Legislativo
- Contribuir activamente para o processo de elaboração do Manual Legislativo e garantir a sua aprovação e adopção na ANP
- Finda a fase de curso legislativo participar da avaliação e processo de recrutamento final pela ANP dos Peritos Legislativos recomendados pelo curso
- Ser o elemento de ligação entre o PNUD e a ANP para a implementação do projecto, garantido a boa gestão do mesmo, acompanhamento e monitoria e apresentação dos relatorios de progresso bem como financeiros exigidos no projecto contratado entre o PNUD e a ANP
- Coordenar e supervisionar as acções do SPLA, que passam pela formação teórica e prática das Comissões Especializadas mencionadas nestes Termos de Referencia bem como por toda a assistência técnica que estas necessitem para qualquer intervenção da legislatura no processo legislativo
- Facilitar em termos institucionais o bom funcionamento do SPLA e suas ligações dentro da ANP bem como com outras instituições governamentais com quem este se deva articular para o bom procedimento legislativo
- Garantir o estabelecimento e uso de Guia de Procedimentos para mecanismos de cooperação com o governo e com a sociedade civil para boas práticas no processo legislativo
- Garantir a criação de um sistema de registo de todas as intervenções desempenhadas pelo Serviço de Peritos ao nível do procedimento legislativo instituído
- Monitorar o funcionamento do SPLA e o impacto das formações e assessorias técnicas prestadas criando mecanismos internos de controle e monitoria incluindo feedback da ANP pelos serviços prestados
- Estar disponível para apoiar as diligencias relativas à avaliação final dos resultados obtidos a fim de decidir da extensão ou não do projecto por um periodo máximo de 6 meses
- Todas as demais actividades necessárias a assegurar o bom funcionamento do projecto acordado entre o PNUD e a ANP

4. Requisitos e competências

- Grau académico superior em Direito com preferência para estudos avançados (pós graduação, mestrado, especialização em formação de formadores ou redação legislativa)
- Pelo menos 5 anos de experiência previa no sector da governação, desenvolvimento parlamentar, justiça ou administração pública, Magistrado, Advogado ou em funções de assessoria jurídica;
- Experiência previa como formador e/ou professor catedrático na área do Direito;
- Demonstrada experiência em processos legislativos
- Experiência em gestão de projectos desejável

5. Condições de trabalho

O Formador/Coordenador do SPLA terá direito a:

- Vencimento;
- Férias anuais remuneradas;

O vencimento e a regulamentação do direito a férias são aplicados tendo presente as condições remuneratórias da função pública. O contrato de prestação de serviços será firmado entre o candidato selecionado e a ANP.

Alto

R



Assembleia Nacional
Popular



Appendice 3
Échéancier des services, facilités et paiements

RESULTADOS ESPERADOS e indicadores, incluindo metas anuais	ACTIVIDADES PLANEADAS	Orçamento planeado				Prospecto dos pagamentos efetuados pelo PNUD 9 meses Outubro 2011 a Junho 2012			
		Q1	Q2	Q3	Descrição orçamental	Total	Q1 Outubro a Dezembro	Q2 Janeiro a Março	Q3 Abril a Junho
Capacidade de análise legislativa da ANP reforçada através de formação de formadores e criação de um serviço de peritos legislativos para as comissões 1.1 Formação de formadores em procedimento e análise legislativa implementada 1.2 Serviço de Peritos Legislativos de Apoio às Comissões especializadas e Deputados na ANP a funcionar	Recrutamento do Formador e Coordenador Nacional do Serviço de Peritos Legislativos da ANP	x	x	x	Pagamento do salário do Coordenador Formador por 9 meses a 500.000 FCFA por mes	4,500,000 FCFA	1,500,000 FCFA	1,500,000 FCFA	1,500,000 FCFA
		x			Pagamento de <i>per diem</i> , durante 6 semanas, para quatro (4) candidatos internos	300,000 FCFA	300,000 FCFA		
	Formação de Formadores de 6 semanas para dez (10) candidatos – 4 candidatos internos e 6 candidatos externos	x			Pagamento de <i>per diem</i> , durante 6 semanas, para seis (6) candidatos externos	900,00 FCFA	900,000 FCFA		
		x			Aquisição de material para a formação de formadores	500,000 FCFA			
		x			1 Cofee break para 30 dias	600,000			

<p>Indicators:</p> <ul style="list-style-type: none"> - mínimo 4 acções de formação do serviço as comissões e deputados - manual legislativo produzido e disseminado e número de procedimentos legislativos com o governo e sociedade civil adoptados e em uso - mudança na capacidade de escrutínio (quantidade e qualidade de interpelações, emendas) da legislação pelas comissões 	<p>Recrutamento de quatro (4) Peritos legislativos</p> <p>Material de apoio funcionamento do Serviço de Peritos Legislativos, incluindo material de escritório, comunicação e diversos</p>	<p>x</p>	<p>x</p>	<p>Pagamento do salário de 4 peritos legislativos por 6 meses a 250,000 CFA/mes</p>	<p>6,000,000 FCFA</p>	<p>3,000,000 FCFA</p>	<p>3,000,000 FCFA</p>
	<p>Material de apoio funcionamento do Serviço de Peritos Legislativos, incluindo material de escritório, comunicação e diversos</p>	<p>x</p>	<p>x</p>		<p>1,000,000 FCFA</p>	<p>500,000 FCFA</p>	<p>500,000 FCFA</p>
		<p>x</p>	<p>x</p>	<p>Grande Total</p>	<p>13,800,000 FCFA</p>	<p>3,800,000 FCFA</p>	<p>5,000,000 FCFA</p>

**DESCRIÇÃO ORÇAMENTO - “Projecto de Apoio
para a Criação de um Serviço de Peritos
Legislativos ao Serviço das Comissões
Especializadas da ANP”**

					(Custos em FCFA)	
Quantidade	Item	Meses	Preço Unitário	Preço Total		
Salários Coordenador e Peritos						
1	Coordenador	9	500,000	4,500,000		
4	Peritos Legislativos	6	250,000	6,000,000		
Total Salários				10,500,000		
Formação						
Material de Formação						
Per diem Formandos internos				500,000	500,000	
4	30 dias		2,500	300,000		
Per diem Formandos externos				5,000	900,000	
6	30 dias					
30	30 dias		2,000	600,000		
Total Formação				2,300,000		
Custo Funcionamento Serviço e Diversos						
Materials, comunicação etc				1,000,000	1,000,000	
Total Custo Funcionamento Serviço e Diverso				1,000,000		
GRANDE TOTAL				13,800,000 FCFA		


REPÚBLICA DA GUINÉ – BISSAU
ASSEMBLEIA NACIONAL POPULAR

- **Descrição do Posto**

Perito Legislativo para a ANP - Jurista habilitado para o exercício da prestação de serviços de assistência técnica às Comissões Especializadas da Assembleia Nacional Popular, na área de redação e análise legislativa

Duração do contrato – 6 meses com possibilidade de extensão

Início de Funções – Janeiro de 2012

1. Introdução

Uma das principais funções da ANP, conforme descrito na Constituição, é o seu papel legislativo. O artigo 76 da CRGB declara que a Assembleia Nacional é o órgão legislativo supremo e de fiscalização política. De facto, os poderes da ANP conferidos pela Constituição, pela Lei e Regimento dão amplos poderes à ANP para legislar e propor alterações à legislação. Não obstante, na prática os deputados e as comissões têm falta de apoio necessário para a tomada de deliberações legislativas eficazes. A ausência de sistemas de pesquisa e informação na ANP e o uso inadequado do sistema das comissões faz com que o processo legislativo não seja eficazmente utilizado. É reconhecida a importância dos deputados na análise e iniciativa legislativa. Não obstante, cabe às Comissões Especializadas Permanentes, nos termos do artigo 72º do Regimento da ANP, prestar todo o tipo de apoio técnico e parecer sobre todas as questões submetidas pelos deputados, Mesa ou Plenário da ANP, incluindo as questões relevantes para o controle dos actos do governo e apreciação de leis e cumprimento das mesmas. Estas Comissões não têm apoio técnico permanente socorrendo-se, quando disponível, do apoio do Gabinete de Assessoria Técnica (GAT). O GAT tem um papel fulcral a desempenhar ao nível da análise e escrutínio legislativo mas infelizmente não dispõe de um número de profissionais suficiente para prestar apoio aos órgãos relevantes da ANP em procedimento legislativo.

2. Objetivo do Trabalho

Sob a supervisão directa do Formador Coordenador Legislativo, os peritos legislativos irão dar formação teórica e no trabalho bem como prestar assistência técnica em processo legislativo as Comissões Especializadas Permanentes da ANP, em particular três Comissões: Comissão de Assuntos Jurídicos, Constitucionais, Direitos do Homem e Administração Pública; Administração Interna, Poder Local e Defesa Nacional; Comissão Especializada Permanente da Mulher e Da

Criança. Será também privilegiado o apoio a prestar aos órgãos específicos no seio do Parlamento com a missão de promover a igualdade de género, a saber, REMAMP (Rede de Mulheres Africanas Ministras e Deputadas do Parlamento da Guiné-Bissau); a Rede de Mulheres Parlamentares da CPLP.

3. Atribuições e responsabilidades

Inserido na Direção legislativa da ANP ou no GAT e sob a supervisão directa e orientação técnica do Formador Coordenador Legislativo, para alcançar os objetivos do trabalho, entre outras, o perito legislativo exerce as seguintes atribuições:

- Planear e organizar acções de formação em análise e procedimento legislativo para os membros das Comissões Especializadas designadas e órgãos de promoção de género acima mencionados
- Planear e organizar acções de formação em análise e procedimento legislativo para os deputados sempre que necessário para assegurar a capacidade de controle de qualidade legislativo antes de qualquer sessão importante de apreciação de propostas, projectos ou tratados
- Preparar estudos, pareceres, notas e prestar toda a assistência técnica a pedido das Comissões ou de outro serviço com um papel relevante no procedimento legislativo
- Tomar parte de eventuais reuniões das Comissões sempre que necessário e quando solicitado pelo Presidente das mesmas
- Colaborar na elaboração do Manual Legislativo bem como na elaboração de procedimentos para melhorar o processo legislativo interno, recepção e articulação com o governo e processo consultivo com a sociedade civil
- Estabelecer e manter um sistema de registo de todas as intervenções, formações, pareceres e actos de assistência técnica desempenhadas pelo Serviço de Peritos ao nível do procedimento legislativo instituído
- Garantir a coordenação eficaz ao nível interno para efeitos do cumprimento e bom andamento dos procedimentos legislativos
- Prestar demais apoio solicitado na área de análise e redação legislativa para o bom andamento dos debates parlamentares e o efectivo controle de qualidade dos actos legislativos, seja ao nível de iniciativa legislativa ou de apreciação de actos do governo
- Apresentar relatórios de progresso e recomendações ao Coordenador Nacional mensalmente
- Estar disponível para apoiar as diligências relativas à avaliação final dos resultados obtidos a fim de decidir da extensão ou não do projecto por um período máximo de 6 meses
- Todas as demais actividades necessárias a assegurar o bom funcionamento do projecto acordado entre o PNUD e a ANP

4. Requisitos e competências

- Grau académico superior em Direito
- Pelo menos 3 anos de experiência previa no sector de desenvolvimento parlamentar, justiça ou administração pública, Magistrado, Advogado ou em funcoes de assessoria juridica;
- Experiência previa como formador e/ou professor catedrático na área do Direito desejavel;
- Experiencia em processos legislativos desejável

5. Condições de trabalho

O perito legislativo terá direito a:

- Vencimento mensal;
- Férias anuais remuneradas;
- Formação profissional contínua para o exercício da sua função.

O vencimento e a regulamentação do direito a férias são aplicados tendo presente as condições remuneratórias da função pública.

Os candidatos interessados deverao concorrer mediante entrega de CV e diplomas comprovativos em envelope fechado, na Assembleia Nacional Popular, na Secretaria do Gabinete do Secretario ao cuidado do Secretario Geral da ANP, até ao dia 11 de Outubro de 2011

Os candidatos pré seleccionados serão posteriormente contactados para entrevista de selecção final.

Note :

- Les dépenses effectuées pour les services du personnel peuvent se limiter aux traitements, indemnités et autres prestations, y compris le remboursement de l'impôt sur le revenu et les frais de déplacement occasionnés par l'affectation au projet, les frais de déplacement en mission à l'intérieur du pays ou de la région du programme et les frais de rapatriement.
- Le PNUD sera tenu de fournir des services divers, tels que l'assistance administrative, les services de poste et de télégramme et le transport, qui pourront être requis par les membres du personnel de l'Assemblée Nationale Populaire dans l'exercice de leurs fonctions.
- Des modifications peuvent être apportées à chaque section après consultation entre le PNUD et l'Assemblée Nationale Populaire sous réserve qu'elles soient en conformité avec les dispositions du Descriptif de l'appui au programme ou du Document de projet et qu'elles soient considérées comme servant l'intérêt du projet.

